

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal de Libye

Novembre 2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_libyens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Même politique étrangère que Nicolas Sarkozy

[François Hollande : «Nous avons mal géré l'après-Libye»](#)

13/10/2012

«J'ai approuvé l'intervention en Libye, mais j'ai regretté que l'accompagnement n'ait pas suivi, et aujourd'hui une partie des débris de l'armée libyenne et des forces qui l'ont soutenue se retrouve dans cette zone, et déstabilise le Niger et le Mali», a déclaré le président français dans une interview à un journal électronique africain, en marge du sommet de la francophonie qui se tient actuellement au Congo. L'Algérie avait, se souvient-on, mis en garde contre une intervention militaire qui embraserait la région et profiterait aux groupes terroristes au Sahel. Le temps a fini par lui donner raison. Et François Hollande le reconnaît à demi-mot, même s'il affirme poursuivre la même politique étrangère que Nicolas Sarkozy. «La France ne doit pas changer de principes en fonction des circonstances ou des situations.» Il estime ainsi que la montée des islamistes dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient par la voix des urnes constitue encore une menace dans la mesure où on ne sait pas encore si ces nouveaux pouvoirs islamistes vont respecter à long terme la démocratie. «Le bon fonctionnement de la démocratie, l'égalité hommes-femmes ou la place respective de la société et de l'Etat doivent être rappelés autant que nécessaire. L'enjeu est de savoir si des partis qui se réclament de l'islam peuvent rentrer dans un processus démocratique de long terme», a-t-il souligné, visiblement sceptique. Pour François Hollande, qui se rendra en Algérie en décembre sur fond de divergences sur plusieurs dossiers, dont celui, sensible, du Mali, l'exemple de la démocratie tunisienne est encourageant. «Les Tunisiens en ont fait la démonstration», s'est-il targué tout en se montrant prudent, car «des menaces existent». François Hollande, qui a dépêché plusieurs de ses ministres en Algérie pour préparer sa visite, cherche à rapprocher ses positions de celles de l'Algérie afin de créer un «front commun» contre le terrorisme au Sahel. Manuel Valls, en visite officielle à Alger aujourd'hui et demain, aura des discussions sur la lutte antiterroriste et les groupuscules islamistes présents en France. Pour Hollande, le dossier du Sahel est l'une des priorités de sa visite de décembre prochain. Estimant que la crise malienne ne sera jamais réglée «sans l'Algérie», il dit mesurer la gravité de la situation. «Nous avons aussi le problème spécifique d'Areva, qui est pour le Niger une source de retombées très significatives : on voit bien l'intérêt des forces d'Aqmi ou liées à ces réseaux d'empêcher le développement du Niger», a-t-il affirmé. La France veut accélérer l'intervention militaire au Mali pour mieux préserver ses intérêts menacés par les groupes terroristes dans la région. Mais l'Algérie craint les répercussions d'une intervention contre-productive. Dans un discours à Kinshasa, le président français a toutefois indiqué

que l'armée française n'interviendrait pas directement et qu'elle se contenterait d'apporter un soutien logistique aux armées africaines qui entreraient en action au Nord-Mali.

<http://www.algeriepatriotique.com/article/francois-hollande-nous-avons-mal-gere-l-apres-libye>

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

---

## Un an déjà

Un an déjà : Hommage à un grand combattant qui restera dans nos mémoires

20 octobre 2012

### HOMMAGE À MOUAMMAR KADHAFI guide de la JAMARIHIYA libyenne

Il y a un an disparaissait le grand combattant africain et arabe Mouammar Kadhafi, assassiné par des rebelles manipulés par Al Qaïda avec l'aide et le financement des occidentaux.

Nous pouvons accuser Nicolas Sarkozy, l'ancien président français et Bernard Henri Levy l'agent d'Israël d'avoir fomenté la destruction de la Libye et l'assassinat de son guide, l'extermination des Libyens restés fidèles à la Jamarihyia, des noirs qu'ils ont fait faussement passer pour des mercenaires et causé le déracinement de deux millions de Libyens.

Ils ont prétendu importer la démocratie à coups de missiles... Ils ont juste déstabilisé la Libye et sont responsables d'une guerre civile et de la main mise des groupes djihadistes armés qui terrorisent la population libyenne et toutes les populations du Sahel.

L'Afrique a beaucoup perdu avec l'assassinat de Mouammar Kadhafi qui a toujours combattu et il l'a prouvé, pour l'indépendance du continent africain.

Kadhafi était également partisan d'un seul Etat démocratique (un homme, une voix) en Palestine/Israël, afin que tous ceux qui aiment cette terre de Palestine la construisent ensembles.

Beaucoup de groupes de résistants : Kanaks, Basques, Amérindiens, Irlandais, Palestiniens lui doivent leur reconnaissance de combattants.

Ils devront tous : de Sarkozy à Obama, en passant par l'émir du Qatar, le sioniste BHL, l'imam Qardawi qui avait lancé la fatwa contre Kadhafi et bien d'autres encore être jugés pour crime contre l'humanité.

La résistance verte continue... Rien n'est terminé...

Kadhafi est mort, mais ses idées restent et resteront dans les esprits libyen, africains et des anticolonialistes de toute la planète... tout comme sont restées celles de Che Guevara, Sankara, Lumumba et Gandhi.

**Ginette Hess Skandrani Rédactrice de La voix de la Libye.com**

**Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.**

Kadhafi, déjà un an, retour sur la barbarie

**Extrait de : « [Le lynchage de Kadhafi : L'image du sacrifice humain et le retour à la barbarie.](#) »**

**Par Jean-Claude Paye et Tülay Umay**

<http://www.sergeadam.net/2012/10/kadhafi-deja-un-retour-sur-la-barbarie.html>

[le dossier International News](#)

Le meurtre de Kadhafi, cet acte de « vengeance des victimes », a pour conséquence qu'il ne sera pas jugé. Cet assassinat rencontre les intérêts des firmes pétrolières et des gouvernements occidentaux. Leurs rapports étroits avec le régime du colonel ne seront pas mis sur la place publique. La substitution des images du lynchage à l'organisation d'un procès devant la Cour pénale internationale a surtout pour conséquence que, au lieu d'être stoppée par la parole, la violence devient infinie. La Libye, tout comme l'Irak et l'Afghanistan, deviendra le cadre d'une guerre perpétuelle. **Quant à nos régimes politiques, ils s'enfoncent dans un état d'exception permanent. Celui-ci accompagne l'émergence d'un pouvoir absolu, dont l'acte politique se place au-delà de tout ordre de droit.**

Une intervention militaire, engagée au nom de l'amour des dirigeants occidentaux envers les populations victimes d'un « tyran » [18] et magnifiés par l'exhibition du sacrifice de ce dernier, révèle une régression de nos sociétés vers la barbarie.

La guerre pour la démocratie est la version post-moderne de la « guerre sainte ». Celle-ci était sacrée,

non parce qu'elle portait contre les « infidèles », mais par le fait même qu'elle était prêchée par le Pape, le représentant infaillible de l'Homme-Dieu. **Aujourd'hui, le caractère sacré de l'attaque résulte du caractère naturellement démocratique de son commanditaire étasunien, dont le président a reçu le prix Nobel de la Paix au début de son mandat, avant même qu'il ait posé un quelconque acte politique.** Ce prix consacre le président étasunien en tant qu'icône chrétienne, en tant qu'incarnation dans l'image, de la paix et de la démocratie. Dans cette version laïcisée, il ne s'agit plus de sacralisation de l'homme conçu à l'image de Dieu, mais à l'image de lui-même, de sa nature pacifique et démocratique.

*Jean-Claude Paye, sociologue, auteur de De Guantanamo à Tarnac : L'emprise de l'image. Éditions Yves Michel, octobre 2011.*

*Tülay Umay, sociologue.*

[18] *Jean-Claude Paye, Tülay Umay, « Faire la guerre au nom des victimes », Réseau Voltaire, le 9 mai 2011*

---

---

## **L'art de la guerre**

Les troupes coloniales renaissent

### **Manlio Dinucci**

Il y a un an, après avoir démolì l'état libyen avec 10 mille attaques aériennes et des forces spéciales infiltrées, l'Otan concluait l'opération « Protecteur Unifié » en éliminant Kadhafi lui-même par la main des services secrets. Mais la guerre ne se terminant pas avec cela. Les fractures, dans lequel on avait fiché depuis l'étranger le coin pour dégonder l'état libyen, se sont élargies et ramifiées. A Bani Walid, encerclée et bombardée par les milices de Misrata, c'est aujourd'hui une population entière qui résiste. Tripoli ne contrôle qu'une partie mineure de la « nouvelle Libye », en proie à des confrontations armées entre milices, à des homicides et des disparitions. Selon le président Mohamed Magarief, ceci est dû à des « retards et négligences » dans la formation d'une armée nationale. Mais qu'il ne s'inquiète pas : le problème est sur le point d'être résolu. Pas à Tripoli, mais à Washington. Les Etats-Unis, après avoir dirigé l'opération « Protecteur Unifié », se chargent à présent de protéger la « nouvelle Libye » en la dotant d'une armée. Le Pentagone et le Département d'état sont déjà à l'œuvre pour former une « force d'élite » libyenne de 500 hommes, comme noyau autour duquel construire la future armée. Le financement initial est de 8 millions de dollars, récupérés de la réduction de l'aide au Pakistan pour les « opérations anti-terrorisme ». La mission officielle de la « force d'élite », dont la formation a déjà été approuvée par le Congrès, sera d' « affronter et vaincre les organisations terroristes et extrémistes violentes ». La sélection des hommes est en cours, sélectionnés par des fonctionnaires du Pentagone, du Département d'état et de la Cia, à travers un *screening* qui en évalue la capacité physique, la façon de penser et surtout l'attitude envers les Etats-Unis. Titre préférentiel : la connaissance de l'anglais (ou mieux de l'américain)(*anglais d'Amérique du nord, NdT*), langue dans laquelle les ordres leur seront donnés. Ils seront en fait entraînés et de fait commandés par des forces spéciales étasuniennes, transférées en Libye du Pakistan et du Yémen. Un coup de haute stratégie de la part de Washington. En premier lieu, les troupes sélectionnées, entraînées et commandées par le Pentagone, ne seront que nominalement libyennes : en réalité elles auront le rôle qu'avaient autrefois les troupes indigènes coloniales. En second lieu, étant donné qu'il faudra des années pour former une armée libyenne, le déploiement de forces spéciales étasuniennes en Libye aura un caractère non pas transitoire mais permanent. Les Usa disposeront ainsi en Libye de leurs propres bases militaires, reliées à celles qui sont en Sicile : aujourd'hui déjà Benghazi et d'autres villes sont survolées par des drones qui ont décollé de Sigonella (Sicile) et sont téléguidés depuis les Usa. Les bases serviront à des opérations non seulement en territoire libyen, mais dans d'autres parties du continent (où le Commandement Africa est en train d'effectuer cette année 14 « manœuvres militaires » majeures) et au Moyen-Orient (où des milices libyennes sont déjà infiltrées en Syrie). En troisième lieu, les Usa disposeront d'un instrument de pouvoir non seulement militaire, mais politique et économique, qui leur garantira l'accès privilégié au

pétrole libyen. Et les alliés européens ? On les appellera peut-être pour donner un coup de main, toujours cependant sous commandement étasunien. Une grosse contribution peut être apportée par l'Italie, forte de l'expérience trentenaire de domination coloniale en Libye et de l'emploi des Ascaris. En Ethiopie, sous les ordres d'officiers italiens, ils effectuèrent les massacres qui aplanirent la voie à l'Empire.

Edition de mardi 23 octobre 2012 de *il manifesto*

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20121023/manip2pg/14/manip2pz/330553/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

---

Communiqué

*Ce texte vient d'un ancien opposant à Kadhafi qui est revenu en Libye après la victoire de l'OTAN, et qu'il a trouvé bien pire qu'avant...et il vient de se réfugier à nouveau à Strasbourg où il avait terminé ses études autrefois.*

Communiqué

### **Justice internationale en face des crimes de génocide et de la protection des civils.**

Les crimes d'une guerre violente qui ne cessent de se perpétrer actuellement en Libye peuvent être qualifiés de crimes supra-terroristes. Aux yeux du droit international des droits de l'homme, droit international humanitaire et la justice internationale, ces crimes sont des crimes du génocide contre les tribus d'El Mashashia, de Mezda, d'Echakika et des villages voisins. Ces régions libyennes ont subi des violences sous toutes leurs formes de la part des mercenaires et des groupes armés du conseil militaire de Zintan avec le soutien de quelques personnes armées d'autres tendances durant les deux premières semaines du mois de juin 2012. Il s'agit des crimes que le monde entier a vus, et que même le Conseil National de Transition et ses nouveaux dirigeants ont reconnus.

La propagande, la désinformation et la falsification de la vérité sont devenues des actes quotidiens dans les déclarations, en vue de camoufler le crime. Ces actes confirment que les crimes commis à l'encontre des civils ont été préparés, orchestrés et systématiques. L'électricité, les voies de communication et l'eau ont été coupées avant la commission des crimes. Plusieurs armes ont été utilisées contre les civils et les innocents : des armes lourdes de guerre, le recours aux gaz toxiques dont on ignore leur nature jusqu'à maintenant. Le nombre de victimes atteint les 200 personnes, des centaines de blessés, des dizaines de disparus, et des milliers de déplacés. Nous mentionnons que les autorités libyennes ont totalement abandonné ces victimes, il ne leur a offert aucune aide.

Ces crimes ont engendré des conséquences alarmantes, des milliers de personnes ont subi le déplacement forcé, elles sont obligées de quitter les régions sinistrées sans aucune aide, ni concours ni secours de la part du Conseil National de Transition. Des habitations, écoles, hôpitaux et autres établissements civils ont tous été bombardés et détruits suite aux attaques barbares des mercenaires et des groupes armés. Une autre preuve que ces actes ont bel et bien été préparés à l'avance en vue de semer la terreur au sein de la population et la dissuader.

Ce genre de crimes violents, en plus d'autres formes de violences qu'affronte le peuple libyen ces derniers temps se produisent sous le silence total des autorités et nouveaux dirigeants voire la complicité, nous laisse penser aux crimes de génocide à l'encontre des Juifs subi par les Nazis, le génocide arménien, des crimes contre les Musulmans en Bosnie et autres génocides et épuration ethnique qui se sont produits dans le monde contre l'humanité.

Les mercenaires et les groupes armés sèment encore leur terreur et crimes devant les yeux du monde entier. Ils ont violé tous les principes de la morale, les droits de l'homme, en faisant recours aux différentes armes de guerre, disparitions forcées, assassinats comme c'est le cas pour les tribus d'El-Mashashia. Ils légitiment leur projet terroriste au détriment du droit international et des conventions internationales relatives aux droits de l'homme.

Cette situation nous amène à nous interroger sur le silence des organisations internationales et de certains leaders politiques. Mais aussi nous pousse à nous interroger notamment sur :

- Le Conseil de Sécurité des Nations Unis surtout par rapport à ses résolutions de 1971 et 1973 sur la Libye ;
- La résolution du Conseil des Droits de l'Homme A/HRC/RES du 25 février 2011;
- La résolution du Conseil européen des Droits de l'homme du 1 mars 2011;

- Celles du Conseil de l'Europe et autres résolutions qui ont été élaborées en vue de protéger les civiles ;
- La résolution du Parlement européen du 10 mars 2011;
- Et autres résolutions élaborées en faveur des droits de l'homme et leur protection.

Nous sommes également amenés à nous interroger à la fois sur l'efficacité et l'application de ces résolutions dans la protection des civils vis-à-vis des crimes commis à leur rencontre, tout en prenant en considération les points suivants:

- L'arrêt immédiat de la fusion du sang des innocents et du terrorisme organisé et l'éradication de l'idéologie terroriste;
- La prise en charge des victimes de la guerre, moralement et matériellement ; et favoriser les conditions adéquates pour le retour des déplacés ;
- La libération immédiate des militants des droits de l'homme et des opposants politiques ;
- Engagement d'une enquête effective sur les crimes perpétrés en Libye ;
- L'autorisation des médias nationaux et internationaux pour couvrir les événements et éclairer la situation ;
- La vérité sur les disparitions forcées et les crimes perpétrés ;
- La comparution des criminels devant la Tribunal Pénal International ;
- Elaboration d'une "Initiative de Sécurité et de Paix Sociale" qui rassemble toutes parties concernées : locales, nationales et internationales.
- L'instauration d'une justice effective, indépendante et impartiale

Strasbourg 2012

## **Les dommages de l'Otan - La Libye en ruine**

Libye: comment voler 150 milliards de dollars?

**La campagne militaire de l'OTAN en Libye se distingue par deux résultats majeurs : l'aviation de l'alliance a causé au pays des dégâts qui dépassent de sept fois les dommages infligés par les avions de Rommel pendant la seconde guerre mondiale et 150 milliards de dollars d'avoirs libyens bloqués dans les banques étrangères ont disparu.**

*Andrei Ontikov*

Jeudi 1 Novembre 2012

Ces données sont exposées dans le livre du chercheur de l'Institut d'orientalisme de l'Académie des sciences de Russie Anatoli Egorine intitulé Le renversement de Mouammar Kadhafi. Journal de Libye. 2011-2012. La présentation du livre a eu lieu à Moscou. En Russie c'est la première étude sur la tragédie libyenne.

L'auteur du Journal de Libye évoque la disparition des 150 milliards de dollars :

« Quand la campagne contre Mouammar Kadhafi a commencé et qu'il était déjà clair que l'OTAN ne voulait pas le laisser au pouvoir, tout cet argent s'est mis à disparaître. Personne ne sait où ni comment. Il n'y a que des messages fragmentaires dans la presse disant que cet argent a été retiré et blanchi dans des zones off-shore par des banquiers occidentaux. Aujourd'hui tout le monde cherche où l'argent libyen a disparu, mais il me semble que les chances de le trouver sont minimes. Cependant, il ne serait pas correct d'accuser seulement l'Occident. Les Libyens qui ont remplacé Kadhafi et qui ont lutté contre lui ont emporté par camions entiers des dollars et de l'or en barres à l'étranger via le désert. Ces faits sont bien connus ».

La chef de l'Association internationale chargée de l'instauration de la démocratie en Libye Fatima Abou Al-Niran a une approche identique :

« En Libye on a volé tout ce qu'il était possible de voler. Tout cela a eu lieu au vu et au su du monde entier et personne n'a réagi. Ce ne sont pas des accusations gratuites. Le chef de la Banque centrale du pays l'a confirmé plus tôt. Il ne s'agit pas que des 150 milliards de dollars placés sur des comptes étrangers. L'argent continue de passer à l'étranger, y compris de manière illicite. Tout cela se déroule sur le fond des affrontements entre les tribus et les milices populaires locales au pouvoir illimité qui font avec les indésirables tout ce qu'elles veulent. L'intervention de l'OTAN, comme on le voit maintenant, n'a pas eu lieu pour instaurer la démocratie en Libye, comme les autorités de l'Alliance l'affirmaient à

l'époque. Aujourd'hui tout le monde peut voir que le véritable objectif consistait à piller le pays ». C'est pourquoi aujourd'hui il est encore plus évident que le sort de la Libye, comme Etat, n'intéresse plus l'Occident. Les nouveaux gouvernants du pays ne s'occupent depuis un an que de se partager les postes. Et en même temps, ils n'ont même pas pensé à demander à leurs anciens patrons où ont disparu ces 150 milliards de dollars qui ne seraient pas superflus aujourd'hui pour relever le pays appauvri.

[http://french.ruvr.ru/2012\\_11\\_01/93158910/](http://french.ruvr.ru/2012_11_01/93158910/)

Libye : Combien de mains sales ?

De Felicity Arbuthnot

Global Research, octobre 10, 2012

Ce week-end, [un article détaillé suggérait](#) qu'un "agent secret français, agissant sur les ordres stricts de Sarkozy, le président de l'époque, était soupçonné du meurtre du colonel Kadhafi" perpétré le 20 octobre dernier.

Tout en gardant à l'esprit que les insurgés soutenus par l'OTAN, et maintenant au pouvoir après avoir quasiment réduit en ruines une grande partie de la Libye, déstabilisé et terrorisé dans l'espoir de s'approprier les ressources libyennes au lieu d'en faire profiter le pays, ont toutes les raisons de se distancer de la boucherie qu'a constituée la mort ignoble de Kadhafi, ces nouvelles allégations mettent en lumière des aspects intéressants.

L'assassin français se serait, paraît-il, infiltré au coeur de la foule qui était en train de malmener violemment le colonel, et lui aurait tiré une balle dans la tête.

"Le motif, selon une source (libyenne) bien informée" était d'empêcher qu'on puisse interroger le colonel Kadhafi sur ses liens avec Sarkozy.

Le *Daily Mail* avait [déjà révélé](#), en citant un note de service du gouvernement français publiée par un site web d'investigation, que 50 millions d'euros avaient été "blanchis par le biais de compte bancaires panaméens et suisses... en provenance du colonel Kadhafi vers un fond (de Sarkozy en 2007) pour les élections présidentielles" ce qui aurait, si c'est vrai "enfreint les lois de financement de la vie politique". Le journal citait aussi "les nombreuses visites de Sarkozy en Libye".

Il ajoutait que :

Le compte suisse a été ouvert au nom de la soeur de Jean-Francois Copé, le bras droit du président et le dirigeant de l'UMP, le parti de Sarkozy.

Le fils de Kadhafi, Saif alIslam, dont la vie ne tient déjà qu'à un fil et sera encore plus menacée s'il est finalement soumis au "système judiciaire" libyen, s'est exprimé clairement sur le financement de la campagne de Sarkozy : "Nous avons tous les détails et nous sommes prêts à tout dévoiler... Nous l'avons financée."

Il n'est pas étonnant que Saif, qui a généreusement fait don de 1.5 million de livres à son ancien lieu d'études, la prestigieuse *London School of Economics* — où il avait participé à la Conférence annuelle Ralph Miliband en mai 2010, du nom du philosophe renommé père de l'ancien secrétaire aux affaires étrangères David Miliband et de son frère Ed, le dirigeant actuel du parti travailliste — ait été abandonné par les puissances occidentales qui l'avaient si bien accueillies avant de conspirer pour commettre un autre mauvais coup, cette fois contre son pays, la Libye.

Sarkozy, devenu président, a reçu en grande pompe le colonel Kadhafi pour une visite d'état à Paris en décembre 2007, l'appelant "frère guide" et faisant installer sa tente bédouine près du palais de l'Elysée. Tony Blair, a bien sûr rendu visite à Kadhafi à plusieurs reprises, allant même jusqu'à utiliser l'avion privé de ce dernier, pour conclure d'importants accords économiques. Lui aussi est resté muet sur la mort horrible de Kadhafi et le sort atroce réservé à ses enfants, ses petites enfants et son pays.

Le *Daily Mail* précise aussi que :

Le mandat des Nations Unies qui instaurait (la mal nommée) "zone d'exclusion aérienne" spécifiait expressément que les alliés occidentaux ne pouvaient pas s'ingérer dans les affaires intérieures du pays. En dépit de cela, les bombardements quasi quotidiens n'ont cessé qu'avec le renversement de Kadhafi et il est apparu qu'il y avait des "conseillers" français et anglais sur le terrain.

Mahmoud Jibril, qui a servi de premier ministre intérimaire après le renversement de Kadhafi vient de dire à la télévision égyptienne : *“C’est un agent étranger qui s’est mêlé aux brigades révolutionnaires pour tuer Kadhafi.”*

Selon le journal, une autre source de Tripoli a dit : *“Sarkozy avait toutes les raisons d’empêcher de toute urgence que le colonel ne parle”* et une autre “source diplomatique” a aussi mentionné les menaces de Kadhafi de révéler les détails financiers du financement de la campagne présidentielle française de 2007. Un autre élément intéressant, s’il est exact, a été apporté par Rami El Obeidi *“l’ancien dirigeant des relations internationales du Conseil National de Transition (qui) a dit savoir que Kadhafi avait été repéré par un système de communication satellite alors qu’il parlait au président syrien Bashar Al-Assad.”* Ce qui nous amène à nous poser une question élephantesque : les deux attaques meurtrières soutenues par l’occident contre la Libye, la Syrie et leurs leaders sont-elles connectées ?

Le président de la Syrie détient-il des informations sur les douteux trafics d’argent supposés ?

Un autre détail intéressant : Ben Oman Shaaban (22 ans), un de ceux qui ont attaqué le colonel Kadhafi, a été gravement blessé en juillet par des loyalistes de Kadhafi semble-t-il. Il a été emmené en France par avion pour y être soigné et il est mort dans un hôpital français la semaine dernière. Shabaan était réputé pour brandir en toutes occasion le revolver avec lequel le colonel aurait été tué. Si c’est vrai, il devait aussi détenir des informations intéressantes sur les horribles événements de la journée.

Sarkozy a constamment nié avoir reçu de l’argent du leader libyen et n’a pas voulu répondre aux questions du *Daily Mail*. Une enquête est en cours sur des “soupçons d’irrégularités financières”.

Il est utile de mentionner qu’en novembre 2007, juste avant la visite de Kadhafi à Paris :

Une [dépêche du Département d’Etat étasunien s’inquiétait](#) du fait que *“ceux qui dirigent la vie économique et politique en Libye s’orientent vers une gestion de plus en plus nationaliste du secteur énergétique”* et qu’il y avait *“de plus en plus de signes du nationalisme libyen en ce qui concerne les ressources naturelles”*.

La dépêche citait une déclaration de Kadhafi dans un discours de 2006 : *“Les compagnies pétrolières sont contrôlées par des étrangers qui en tirent des millions. Maintenant les Libyens doivent prendre leur part de ces profits”*.

Le gouvernement de Kadhafi avait forcé les compagnies à donner des noms libyens à leurs filiales. Et pire encore, *“les lois du travail avaient été amendées pour ‘libyaniser’ l’économie”* c’est à dire pour qu’elle profite aux Libyens.

Les compagnies pétrolières *“étaient incitées à employer des managers, des comptables et des directeurs du personnel libyens”*.

C’était vraiment tout à fait insupportable !!

On ne s’étonne plus alors que le président Obama, prix Nobel de la paix, ait déclaré à l’annonce de la mort ignominieuse de Kadhafi que *“c’était une journée historique.”* (BBC, 20 octobre 2011.) Ni de l’exclamation dans un éclat de rire vulgaire de Madame Clinton : *“Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort.”*

Il y a une seule chose de sûre dans toute cette honteuse affaire de “changement de régime” en Libye : c’est que personne n’a les mains propres.

Et où est le corps du colonel Kadhafi ?

### **Felicity Arbuthnot**

*Felicity Arbuthnot est une journaliste spécialiste de l’Irak. Elle a écrit avec Nikki van der Gaag : “Baghdad in the Great City” et des séries pour World Almanac books ; elle a aussi dirigé les recherches de deux documentaires de John Pilger sur l’Irak qui ont été primés : “Paying the Price : Killing the Children of Iraq” et “Denis Halliday Returns” pour la télévision irlandaise.*

Article original en anglais:<http://www.mondialisation.ca/libye-combien-de-mains-sales/5307776>

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

---

### **Dossier**

De la « printanisation » des Arabes à l’innocence des musulmans

En sciences expérimentales, l'exploration des propriétés d'un matériau est souvent réalisée en soumettant un échantillon à un certain signal. L'analyse de la réponse de l'échantillon à cette perturbation permet de déterminer des caractéristiques souvent insoupçonnées du matériau.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, il en est de même pour les sciences humaines.

À cet égard, les réactions politiques et sociales suscitées par le navet islamophobe intitulé «*L'innocence des musulmans*» sont instructives à plus d'un titre. En effet, bien que de très mauvaise qualité, ce « signal perturbateur » a permis de révéler au grand jour d'intéressantes informations concernant aussi bien les pays « démocratisés » que les pays arabes « démocratisés » par la grâce d'un récent printemps. Tout d'abord, et en guise de préambule, précisons qu'il est inacceptable qu'une personne, quels que soient ses actes, ses fonctions ou ses appartenances idéologiques, soit jetée à la vindicte populaire, suppliciée sur la place publique ou lynchée par des foules hystériques.

En plus, notons qu'il n'y a rien de plus dégradant que de se réjouir de la mort d'un être humain, de se délecter des scènes sordides de sa torture ou de prendre plaisir à avilir, souiller ou railler sa dépouille. Seule la justice doit être invoquée et suivre son cours conformément aux lois et aux traités internationaux en vigueur.

### **Tortures, assassinats et behaviorisme**

La triste mine arborée sincèrement par Mme Clinton à la suite de l'abominable exécution de son diplomate contrastait nettement avec son impudent (et aussi sincère) gloussement de plaisir à l'annonce de l'atroce lynchage de Kadhafi. Elle s'était même laissée aller à une indécente tirade à saveur césarienne « *We came, we saw, he died* » (Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort) qui, en fait, référait plus au film « *Gostbusters* » [1] qu'à la célèbre phrase de Jules César [2].

Plus encore, et contrairement à celles du diplomate américain, les odieuses images de l'ancien « guide » libyen, massacré puis exposé comme un trophée de chasse aux côtés de son fils, ont fait un buzz sur la toile et la une des journaux télévisés de toute la planète.

Deux ignobles événements similaires, mais deux traitements médiatiques aux antipodes l'un de l'autre. D'autre part, il est à mentionner que l'exposition des cadavres des deux membres de la famille Kadhafi est non seulement en contradiction complète avec les règles de base de la justice, mais aussi avec les principes fondamentaux de la religion musulmane et le respect de la dignité humaine.

En terme de justice, les personnes qui ont torturé et sauvagement trucidé Kadhafi sont identifiables puisqu'ils apparaissent à visage découvert sur les vidéos postés sur Youtube et que certains parmi eux ont même revendiqué leurs actes. Néanmoins, aucun d'entre eux n'a été inquiété par une quelconque juridiction et cela n'a offusqué personne, ni en Libye, ni en Occident, ni ailleurs.

Une autre thèse sur l'exécution de Kadhafi vient d'être révélée par l'ancien premier ministre libyen Mahmoud Jibril. Ce dernier a déclaré à Dream TV (Égypte) que l'auteur du tir mortel « *était un agent étranger qui s'était mêlé aux brigades révolutionnaires* ». Selon le journal italien *Corriere Della Sera*, il s'agirait probablement d'un agent de nationalité française [3], ce qui impliquerait directement la France dans l'assassinat de Kadhafi en plus de l'aide militaire apportée par ce pays à ces mêmes insurgés qui ont torturé l'ancien leader libyen.

Dans le cas du diplomate américain, la condamnation internationale a été unanime, ce qui est tout à fait naturel et conforme au bon sens, contrairement à l'attitude adoptée par la « communauté internationale » à l'égard de Kadhafi et de son horrible fin.

En outre, le courroux des États-Unis a été entendu par les autorités libyennes qui se sont empressés à chercher les coupables [4] et à rendre publiquement hommage à l'ambassadeur étasunien défunt, lors d'une cérémonie officielle [5].

Mais au-delà de cette comparaison macabre entre la différence de traitement concernant ces deux personnes sauvagement assassinées, ce qui attire l'attention dans cette affaire est plus profond. Primo, la réaction de la rue à l'égard du film islamophobe a été extrêmement plus virulente dans les pays arabes « printanisés » que dans ceux qui ne l'ont pas été. Secundo, les classiques et virulents slogans antiaméricains ont refait leur apparition dans les pays arabes « démocratisés » alors qu'ils avaient complètement disparu de ces pays depuis le début du « printemps » arabe.

### **La Libye**

Ce brusque revirement de situation dans ces pays qui auraient dû être « tellement reconnaissants » envers ceux qui les ont « démocratisés » en a surpris plus d'un, en particulier la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton qui, comme on le sait, s'est fortement impliquée dans cette tâche [6]. «*De*



*nombreux Américains se demandent aujourd'hui, je me le suis demandé moi-même, comment cela a pu se produire. Comment cela a-t-il pu se produire dans un pays que nous avons aidé à libérer, dans une ville que nous avons aidée à échapper à la destruction ?* », a-t-elle déclaré, à propos de la Libye [7]. Ce qui l'a poussée à demander spécifiquement aux « nations du printemps arabe » de protéger les ambassades américaines et de mettre fin aux violences [8].

On est loin des déclarations dithyrambiques du Sénateur McCain qui, en visite à Benghazi en avril 2011, avait exprimé son opinion sur les insurgés libyens : « *J'ai rencontré ces braves combattants, et ils ne sont pas d'Al-Qaïda. Au contraire: Ce sont des patriotes libyens qui veulent libérer leur nation. Nous devons les aider à le faire* » [9].

On est encore plus loin de la position de Bernard-Henry Lévy (BHL), défenseur suprême de la « cause libyenne », dont Natalie Nougayrède disait : « *Et peu importait, à ses yeux, le passé « kadhafiste » de certains membres du CNT, les mentions de la "charia", ou encore, la présence parmi les rebelles d'anciens soutiens d'Al-Qaïda. Malgré des inquiétudes, rien n'a découragé le philosophe, grand pourfendeur de l'"islamo-fascisme", d'ériger les insurgés, en bloc, en combattants de la liberté* » [10]. En effet, et quoiqu'en disent McCain et BHL, il était de notoriété publique que d'anciens membres d'Al-Qaïda étaient non seulement très actifs dans la rébellion libyenne, mais y occupaient des postes de commandement [11].

Certains d'entre eux étaient des membres influents du Groupe islamique combattant (GIC) libyen qui, lorsqu'avalisé en 2007 par Ayman Al-Zawahiri en personne (n° 2 d'Al-Qaïda à l'époque) appellera alors les Libyens à se révolter contre, je cite, « *Kadhafi, les États-Unis et les infidèles* » [12].

Peut-être est-ce là un élément de réponse à la question de Mme Clinton.

### **La Tunisie**

En Tunisie, la réaction de la rue a aussi été violente. Aucun diplomate étranger n'a été tué mais des manifestants tunisiens ont perdu la vie et des intérêts américains ont été saccagés à Tunis.

Comme en Libye, le courroux de l'administration américaine s'est fait entendre et la réponse des autorités tunisiennes ne s'est pas fait attendre.

Moncef Marzouki, le président tunisien, a dénoncé l'attaque de l'ambassade américaine à Tunis, y voyant un acte « *inacceptable* » contre un « *pays ami* ». Dans un entretien avec la secrétaire d'État américaine, il a déclaré que « *Nous ne faisons pas l'amalgame aujourd'hui entre ce que cet homme (le créateur du film, ndlr) a fait et l'administration et le peuple américains (...)* » [13].

Le premier ministre tunisien, Hamadi Jebali, a de son côté promis d'arrêter tous les salafistes impliqués dans les événements de l'ambassade américaine. « *Nous avons les preuves, nous avons la légitimité et la force publique, nous les utiliserons pour imposer l'ordre* », s'est-il empressé de signaler [14].

Dans une déclaration au journal « *Al Hayet* » de Londres, le président du parti Ennahda, Rached Ghannouchi, a quant à lui déclaré que les attaques des ambassades américaines dans les pays arabes visaient à faire rompre le dialogue instauré entre les États-Unis et les islamistes [15].

Il est intéressant de noter que la fermeté et l'unanimité des positions adoptées par les plus hautes personnalités politiques de la « nouvelle » Tunisie à l'égard des salafistes contrastent singulièrement avec la relative mansuétude avec laquelle étaient traitées ces mêmes personnes dans les nombreuses affaires de violence qui ont marqué la vie sociopolitique tunisienne depuis la chute de Ben Ali. C'est ce qui fit dire à l'éditorialiste Abdellatif Ghorbal : « *D'un côté, [Ghannouchi] en encourageant ses « enfants » (par sa complaisance, par ses paroles et par ses silences) à s'en prendre aux femmes non voilées, aux artistes, aux journalistes, aux universitaires, aux intellectuels, aux théologiens, ou de l'autre, en invitant des prêcheurs de haine qui n'ont rien à envier à leurs homologues islamophobes occidentaux, et en empêchant de toutes ses forces que la moindre sanction soit prise contre sa descendance salafiste. Lorsque le pompier est un pyromane, il est normal et prévisible que le pays brûle* » [16].

### **L'Égypte**

En Égypte, les violences ont rappelé les pires journées de la place Tahrir. Les alentours de l'ambassade des États-Unis aux Caire ont été témoins d'accrochages entre les manifestants et les forces de l'ordre qui avaient bloqué l'accès à l'édifice par des blocs de béton. Comme dans les autres pays, ce sont les salafistes qui ont été tenus responsables des violences. De leur côté, des chaînes de télévision ont montré les visages de personnes arrêtées, les accusant d'être des casseurs à la solde de je ne sais quel pouvoir occulte.

Le président égyptien Mohamed Morsi, issu de l'influente confrérie des Frères musulmans, a d'abord soutenu les manifestations pacifiques contre le film anti-islamique avant de changer d'avis lorsque les protestations ont embrasé les rues caiotes. Il a alors fermement condamné les attaques brutales contre l'ambassade des États-Unis au Caire [17].

Dans une communication téléphonique avec le président américain, Mohamed Morsi lui a dit « *qu'il fallait prendre des mesures juridiques de dissuasion à l'encontre de tous ceux qui veulent nuire aux relations entre les peuples, et tout particulièrement entre le peuple égyptien et celui des États-Unis* » [18].

Comme on peut le remarquer, cette déclaration du président Morsi ressemble étrangement à celle de Rached Ghannouchi citée précédemment.

De leur côté, les Frères musulmans avaient initialement appelé à manifester pacifiquement à travers toute l'Égypte le 14 septembre 2012, après la prière du vendredi, pour dénoncer le film islamophobe. La veille, Khairat El-Chater, le numéro 2 et éminence grise de la confrérie s'est fait accuser par le porte-parole de l'ambassade américaine au Caire de double jeu. Dans un subtil échange de tweets, le diplomate indiqua à l'islamiste qu'il prônait l'apaisement dans ses micromessages en anglais, mais appelait à manifester dans ceux rédigés en langue arabe [19]. Un véritable camouflet pour Khairat El-Chater, lui qui aurait dû être le « vrai » premier président civil d'Égypte.

L'appel à manifester pacifiquement a alors été retiré par la confrérie. Un second camouflet pour ceux qui se disaient les « défenseurs » de l'islam et de son prophète et qui viennent de découvrir, une fois au pouvoir, que les principes religieux et la raison d'état ne faisaient pas toujours bon ménage.

Afin de plaire à l'administration américaine et pour rester dans l'air du temps islamiste post-printanier, Khairat El-Chater a signé un article dans le New York Times afin de présenter les condoléances de la confrérie au peuple américain pour la perte de leur ambassadeur en Libye ainsi que de ses collaborateurs. Il y indiqua également que « *la violation des locaux de l'ambassade des États-Unis par des manifestants égyptiens est illégale en vertu du droit international* » et que « *l'échec de la protection de la police [égyptienne] doit être étudiée* », ou encore « *En dépit de notre ressentiment concernant l'apparition continue de productions comme le film antimusulman qui a conduit à la violence actuelle, nous ne tenons pas le gouvernement américain ou ses citoyens responsables d'actes de quelques-uns qui violent les lois protégeant la liberté d'expression* » [20].

Il faut dire que le président égyptien et la confrérie des Frères musulmans dont il est issu jouent gros dans cette affaire. Il s'agit effectivement d'un premier test à grande échelle de maintien de l'ordre et de protection des intérêts américains au sein du pays. En échange du soutien et du support prodigués par l'administration américaine à la confrérie islamiste au pouvoir dans ce pays [21], les États-Unis s'attendent (au minimum) que la sécurité de leur personnel et de leurs représentations diplomatiques soient assurée. C'est d'ailleurs aussi le cas pour tous les pays arabes touchés par le fameux « printemps » et dont les manifestations intempestives, inattendues et antiaméricaines ont décontenancé le département d'État et sa secrétaire.

Dans le cas de l'Égypte, le timing de ces troubles publics ont causé des soucis supplémentaires.

En effet, dans un article publié par le Washington Post, A. Gearan and [M. Birnbaum](#) mentionnent que « *les violentes manifestations déclenchées par le vidéo anti-islam et la réponse initialement maladroite de l'Égypte ont temporairement interrompu les négociations [entre les États-Unis et l'Égypte] sur un allègement de la dette égyptienne d'un milliard de dollars et sur l'accélération de l'obtention d'autres millions en aide diverses* » [22].

D'un autre côté, la capitale égyptienne a accueilli, du 8 au 11 septembre 2012, une très importante délégation, regroupant pas moins de 118 hommes d'affaires américains représentant une cinquantaine de grandes compagnies étasuniennes dont IBM, Pepsi, Coca-Cola, Chrysler, Google, Microsoft, Visa, etc. [23].

Cette délégation américaine, la plus imposante à avoir visité un pays du Moyen-Orient jusqu'à présent, a été reçue par le président Morsi le 9 septembre. Néanmoins, les manifestations antiaméricaines en Égypte ont débuté le 11 septembre, soit le jour même de la clôture des travaux de la mission commerciale, ce qui n'a pas dû donner une image attrayante du pays hôte à ces décideurs que le marché égyptien semblait intéresser.

**La « lucidité » d'un célèbre téléprédicateur**

Le portrait de la situation serait certainement incomplet sans l'avis de Youssef Al-Qardaoui, prédicateur vedette de la chaîne Al-Jazira et président de l'Union mondiale des Oulémas musulmans. Membre influent de la confrérie des Frères musulmans, Al-Qardaoui a consacré son sermon du vendredi 14 septembre 2012, dans une mosquée de Doha, à la colère des musulmans à travers le monde. Il « conseilla » aux fidèles qui veulent protester contre le film offensant l'islam produit aux États-Unis à « *s'éloigner de la violence et de ne pas assiéger les ambassades américaines* » [24].

Cette position très « civilisée » et si bienveillante envers les intérêts américains tranche considérablement avec ses appels au meurtre contre Kadhafi ou ses exhortations au djihad contre le régime de Bachar Al-Assad.

Rappelons qu'Al-Qardaoui, d'origine égyptienne, est détenteur d'un passeport diplomatique qatari, qu'il a été interdit de séjour en France par Sarkozy en personne en mars 2012 [25], que son visa pour la Grande-Bretagne a été refusé en 2008 [26] et qu'il est considéré persona non grata aux États-Unis [27]. Finalement, on peut dire que le brûlot cinématographique « *L'innocence des musulmans* » a permis de révéler au grand jour que le respect de la dignité humaine est un concept très relatif, contrairement à ce qui est si souvent péroré dans les cérémonies pompeuses, en Occident ou ailleurs. D'autre part, il a montré que les gouvernements islamistes qui exercent actuellement le pouvoir dans les pays touchés par le « printemps » arabe se comportent comme des vassaux du « grand ami » américain pour rester dans ses bonnes grâces et ne pas exacerber son ire. Cela semble indiquer que le « printemps » arabe n'a en réalité rien changé à l'inféodation des dirigeants de ces pays aux États-Unis.

Néanmoins, il y a un aspect important du problème posé par le film islamophobe que les Occidentaux (et les Américains en particulier) ne semblent pas vouloir comprendre: il n'y a pas que les salafistes qui ont été insultés par ce navet. La très grande majorité des musulmans à travers le monde l'a été, même si cette majorité n'a ni manifesté, ni hurlé, ni cassé.

Ahmed Bensaada <http://www.ahmedbensaada.com/>

#### Références

- 1- « *We came. We saw. We kicked its ass.* » (Nous sommes venus. Nous avons vu. Nous lui avons botté le derrière). Expression tirée du dialogue du film *Ghostbusters*. Voir le site: Dedefensa, « *We came, we saw, he died* » (mais, « *Assez, c'est assez* »...) », 21 octobre 2011, <http://dedefensa.org/article-we-came-we-saw-he-died-mais-assez-c-est-assez-21-10-2011.html>
- 2- « *Veni, Vidi, Vici* » (Je suis venu, j'ai vu, j'ai vaincu). Célèbre expression prononcée par Jules César.
- 3- Lorenzo Cremonesi, « *Un agente francese dietro la morte di Gheddafi* », Corriere Della Sera, 29 septembre 2012, [http://www.corriere.it/esteri/12\\_settembre\\_29/gheddafi-morte-servizi-segreti-francesi-libia\\_155ed6f2-0a07-11e2-a442-48fbd27c0e44.shtml](http://www.corriere.it/esteri/12_settembre_29/gheddafi-morte-servizi-segreti-francesi-libia_155ed6f2-0a07-11e2-a442-48fbd27c0e44.shtml)
- 4- AFP, « *Libye : cinquante arrestations après la mort de l'ambassadeur américain* », Jeune Afrique, 16 septembre 2012, <http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20120916160719/al-qaida-innocence-of-muslims-mohammed-al-megaryef-abou-yahya-al-libilibye-cinquante-arrestations-apres-la-mort-de-l-ambassadeur-americain.html>
- 5- RFI, « *La Libye rend hommage à l'ambassadeur américain tué à Benghazi* », 21 septembre 2012, <http://www.rfi.fr/afrique/20120921-libye-rend-hommage-ambassadeur-americain-tue-benghazi>
- 6- Ahmed Bensaada, « *Arabesque américaine : Le rôle des États-Unis dans les révoltes de la rue arabe* », Éditions Michel Brûlé, Montréal (2011); Éditions Synergie, Alger (2012)
- 7- IIP Digital, « *Déclaration de Mme Clinton sur la mort d'Américains en Libye* », 16 septembre 2012, <http://translations.state.gov/st/french/texttrans/2012/09/20120912135851.html#axzz27vpD3aFo>
- 8- Joe Sterling and Greg Botelho, « *Clinton demands Arab Spring nations protect embassies, halt violence* », CNN, 14 septembre 2012, [http://articles.cnn.com/2012-09-14/middleeast/world\\_meast\\_embassy-attacks-main\\_1\\_el-abidine-ben-ali-street-vendor-anti-islam](http://articles.cnn.com/2012-09-14/middleeast/world_meast_embassy-attacks-main_1_el-abidine-ben-ali-street-vendor-anti-islam)
- 9- John McCain, « *Statement by Senator McCain in Benghazi, Libya* », U.S. Senate, 22 avril 2011, [http://www.mccain.senate.gov/public/index.cfm?FuseAction=PressOffice.PressReleases&ContentRecord\\_id=7e95d18f-a9eb-80ef-e599-95754897384e&Region\\_id=&Issue\\_id=1bd7f3a7-a52b-4ad0-a338-646c6a780d65](http://www.mccain.senate.gov/public/index.cfm?FuseAction=PressOffice.PressReleases&ContentRecord_id=7e95d18f-a9eb-80ef-e599-95754897384e&Region_id=&Issue_id=1bd7f3a7-a52b-4ad0-a338-646c6a780d65)
- 10- Natalie Nougayrède, « *BHL, porte-étendard libyen* », Le [Monde.fr](http://www.monde.fr), 8 novembre 2011, <http://www.bernard-henri-levy.com/bhl-porte-etendard-libyen-le-monde-fr-le-8-novembre-2011-article-de-natalie-nougayrede-24407.html>

- 11- Jean-Pierre Perrin, « *Abdelhakim Belhaj, le retour d'Al-Qaeda* », Libération, 26 août 2011, <http://www.liberation.fr/monde/01012356209-abdelhakim-belhaj-le-retour-d-al-qaeda>
- 12- *Ibid.*
- 13- AFP, « *Film anti-islam : le monde arabe a vécu un vendredi sanglant* », [LeParisien.fr](http://www.leparisien.fr/international/direct-film-anti-islam-une-journee-a-hauts-risques-au-moyen-orient-14-09-2012-2164602.php), 14 septembre 2012, <http://www.leparisien.fr/international/direct-film-anti-islam-une-journee-a-hauts-risques-au-moyen-orient-14-09-2012-2164602.php>
- 14- Tunisie Numérique, « *Tunisie: Jebali promet d'arrêter un à un les salafistes impliqués dans les événements de l'ambassade US* », 28 septembre 2012, <http://www.tunisienumerique.com/tunisie-jebali-promet-darreter-un-a-un-les-salafistes-impliques-dans-les-evenements-de-l-ambassade-us/147147>
- 15- Bissane El-Cheikh, « *Ghannouchi à al-Hayat: attaquer les ambassades est un complot visant à stopper le dialogue de l'Amérique avec les islamistes* », Al Hayat, 30 septembre 2012, <http://alhayat.com/Details/439628>
- 16- Abdellatif Ghorbal, « *Les enfants de Ghannouchi ne sont pas Tunisiens* », Leaders, 19 septembre 2012, <http://www.leaders.com.tn/article/les-enfants-de-ghannouchi-ne-sont-pas-tunisiens?id=9325>
- 17- Catherine Le Brech, « *L'attitude mouvante de Mohamed Morsi après les violences* », [FranceTV.fr](http://www.francetv.fr/geopolis/lattitude-mouvante-de-mohamed-morsi-apres-les-violences-8516), 14 septembre 2012, <http://www.francetv.fr/geopolis/lattitude-mouvante-de-mohamed-morsi-apres-les-violences-8516>
- 18- Le Nouvel Observateur, « *Mohamed Morsi condamne l'attaque contre la mission US au Caire* », 13 septembre 2012, <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20120913.REU5821/mohamed-morsi-condamne-l-attaque-contre-la-mission-us-au-caire.html>
- 19- Benjamin Barthe, « *Prise de bec sur Twitter entre l'ambassade américaine et les Frères musulmans égyptiens* », Le [Monde.fr](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/09/13/prise-de-bec-sur-twitter-entre-l-ambassade-americaine-et-les-freres-musulmans-egyptiens_1760063_3212.html), 13 septembre 2012, [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/09/13/prise-de-bec-sur-twitter-entre-l-ambassade-americaine-et-les-freres-musulmans-egyptiens\\_1760063\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/09/13/prise-de-bec-sur-twitter-entre-l-ambassade-americaine-et-les-freres-musulmans-egyptiens_1760063_3212.html)
- 20- Khairat al-Chater, « *'Our Condolences,' the Muslim Brotherhood Says* », The New York Times, 13 septembre 2012, [http://www.nytimes.com/2012/09/14/opinion/our-condolences-the-muslim-brotherhood-says.html?\\_r=1&partner=rssnyt&emc=rss](http://www.nytimes.com/2012/09/14/opinion/our-condolences-the-muslim-brotherhood-says.html?_r=1&partner=rssnyt&emc=rss)
- 21- Ahmed Bensaada, « *Égypte : des élections présidentielles sous haute influence* », Le Quotidien d'Oran, 28 juin 2012, [http://www.ahmedbensaada.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=186:egypte-des-elections-presidentielles-sous-haute-influence&catid=46:qprintemps-arabeq&Itemid=119](http://www.ahmedbensaada.com/index.php?option=com_content&view=article&id=186:egypte-des-elections-presidentielles-sous-haute-influence&catid=46:qprintemps-arabeq&Itemid=119)
- 22- Anne Gearan and Michael Birnbaum, « *U.S. aid to Egypt stalled* », The Washington Post, 17 septembre 2012, [http://www.washingtonpost.com/world/national-security/us-aid-to-egypt-stalled/2012/09/17/36ef0402-00e0-11e2-9367-4e1bafb958db\\_story.html?hpid=z2](http://www.washingtonpost.com/world/national-security/us-aid-to-egypt-stalled/2012/09/17/36ef0402-00e0-11e2-9367-4e1bafb958db_story.html?hpid=z2)
- 23- American Chamber of Commerce, « *U.S. Business Mission to Egypt. List of Participating U.S. Companies* », [http://www.amcham.org/eg/us\\_delegation/list.asp](http://www.amcham.org/eg/us_delegation/list.asp)
- 24- AFP, « *Al-Qardaoui : sont dans l'erreur ceux qui tuent les ambassadeurs et répondent par la violence aux insultes contre l'islam* », Elaph, 14 septembre 2012, <http://www.elaph.com/Web/news/2012/9/761750.html?entry=arab>
- 25- Georges Malbrunot, « *Sarkozy contre la venue de Youssef Al-Qaradawi* », Le [Figaro.fr](http://www.lefigaro.fr/international/2012/03/26/01003-20120326ARTFIG00427-sarkozy-contre-la-venue-de-youssef-al-qaradawi.php), 26 mars 2012, <http://www.lefigaro.fr/international/2012/03/26/01003-20120326ARTFIG00427-sarkozy-contre-la-venue-de-youssef-al-qaradawi.php>
- 26- BBC News, « *Muslim cleric not allowed into UK* », 7 février 2008, [http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk\\_news/7232398.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/7232398.stm)
- 27- Middle East Online, « *Qaradawi 'persona non grata' in France* », 26 mars 2012, <http://www.middle-east-online.com/english/?id=51397>

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

